Liberte Politique
/

Tunisie : Et maintenant, on va où ?

Article rédigé par *François Martin**, le *05 novembre 2011*

Pour tous ceux qui savent regarder, la victoire du parti islamique Ennahda aux élections du 23 Octobre ne faisait aucun doute. Ce qui était moins attendu, c'est l'ampleur de ce succès, puisque le parti obtient 41% des votes et 90 représentants, alors que les analystes (dont nous-même) prédisaient plutôt un score de 25 à 30%, soit entre 55 et 65 sièges. Ce raz-de-marée est-il susceptible de changer la donne tunisienne, à court ou à long terme ? Et d'abord, comment peut-on l'expliquer ?

Une remarque, pour commencer : si l'art de la politique est de tenter de construire un monde meilleur pour les hommes de demain, en tenant compte des réalités, des mentalités et des réactions possibles aujourd'hui, on comprend à quel point il importe de ne pas plaquer des schémas tout faits , mais plutôt, si l'on veut faire œuvre utile, de considérer à tout moment quelle est la décision à prendre, souvent la moins mauvaise plutôt que la meilleure, pour que les hommes, avec leurs limites, s'orientent eux-mêmes vers cet avenir, plutôt que de s'en détourner. Si l'art de la voile, c'est d'aller droit avec des lignes brisées , celui de la politique, c'est certainement de construire l'avenir avec des hommes versatiles , ce qui n'est guère plus facile. A ce titre, ce sont probablement les mêmes qui applaudissaient hier à tout rompre à la chute de l'ancien dirigeant, et qui se lamentent aujourd'hui de la poussée islamiste, alors qu'il était aveuglant que l'un entraînerait forcément l'autre.... La question d'aujourd'hui, ce n'est pas pourquoi l'idéal n'est-il pas accompli ? , mais bien comment faire, avec ce que l'on a, pour aller dans la bonne direction ? . C'est ce que nous tentons ici de faire, ce qui, nous semble-t-il, constitue la morale en politique, sans faux moralisme.

Comment expliquer une telle victoire ?

Plusieurs raisons l'expliquent à notre avis :

Tout d'abord, et nous n'avons cessé de le rappeler, le manque de prise en compte, dans la phase transitoire qui vient de s'écouler, des besoins et aspirations du pays profond . Et ceci est vrai tant de la part du pouvoir en place que des élites, intellectuelles et politiques (autres partis). Pour ce qui est du gouvernement, si de nombreuses mesures ont été prises ou sont en cours, de telle sorte qu'on ne peut l'accuser vraiment d' échec , surtout au regard de la difficulté de la tâche, pour autant, il nous semble que ces mesures ont porté plus sur la consolidation des libertés [1] que sur la prise en compte des aspirations du peuple : la sécurité, la justice et le pain. Il a sans doute manqué aux dirigeants en place un discours plus charismatique - même si cela aurait été seulement symbolique -, vers le peuple, pour lui dire : la révolution ne vous a pas oublié . Il faut reconnaître que ce n'était pas facile, de la part d'un gouvernement provisoire, chargé surtout d'administrer le quotidien, mais le résultat est là : le peuple s'est tourné en masse vers ceux qui lui parlaient de ce qui l'intéresse. C'est la même erreur de jeunesse qu'ont commis, à notre avis, les autres partis, intellectuels, jeunes révolutionnaires tunisois et blogueurs . Tout à la joie de consolider leur révolution, ils ont oublié que la démocratie, c'est le pouvoir du plus grand nombre, et que leurs idéaux de liberté n'étaient pas forcément ceux du plus grand nombre [2]. Nous pensons que maintenant, ils ont compris...

Ensuite, il faut le reconnaître, a certainement joué le professionnalisme exceptionnel du parti Ennahda, comparé à l'amateurisme apparent des autres. Meetings, argumentaires, démarcheurs, cadres et petites mains, relais, tracts et affiches, bureaux et ordinateurs, tout semblait avoir été prévu. Ennahda avait de l'argent, c'est évident, et sans doute pas seulement venant de leurs membres [3]. Mais ça ne suffit pas., le militantisme, ça ne s'improvise pas. Sur ce plan, ils ont donné une leçon de politique et de réalisme à tous les autres. Chapeau !

En troisième lieu, Ennahda a bénéficié, à notre avis, d'un moment politique favorable, et parfaitement anticipé. En effet, cette excellente organisation sur le terrain ne s'est pas faite en un jour. Pendant que les

autres agitaient leurs idées devant les caméras occidentales et lui ouvraient peu à peu la route, Rached Ghannouchi, son leader [4], depuis son exil à Londres en 91, avait silencieusement et méticuleusement préparé son retour, avec la stratégie et les fonds nécessaires mais aussi, évidemment, les structures souterraines sur le terrain. Lorsque, après 20 ans d'attente, le régime est tombé, prenant par surprise tous les autres, de son côté, tout était prêt : anticipation, argent, organisation, militantisme, discours charismatique, réponse aux aspirations populaires. Les autres partis ne l'étaient pas, ne parlant encore que de liberté. Que faut-il en retenir ? Une intelligence politique hors du commun, ou bien la faiblesse, en réalité, de la politique anti-islamiste de Ben Ali, qui non seulement n'a pas su démanteler ses réseaux, mais l'a même gracié, en 87, alors que Bourguiba l'avait condamné à perpétuité ? Un peu des deux, sans doute...

Et maintenant, on va où ? [5]

Incontestablement, le fait de disposer de 40% des sièges plutôt que de 25 ou 30%, change considérablement la donne. Est-ce que ce sera nécessairement dans la mauvaise direction ? Ce n'est pas certain.

Tout d'abord, une remarque préalable, c'est le fait que ce blanc-seing donné par le peuple aux islamistes ne veut pas forcément dire que c'est l'islamisme que veut le peuple, mais que ce sont simplement les islamistes qu'il considère comme les plus à même de lui répondre favorablement. Ce n'est pas du tout la même chose et, à notre avis, c'est bien de cela qu'il s'agit. En effet, d'une part, la petite bourgeoisie montante de province, tout autant que le petit peuple des banlieues, qui sont, semble-t-il, le réservoir de voix d'Ennahda [6] ont ainsi voulu s'affirmer contre l'autisme tunisois [7], manifeste pendant la révolution et ensuite. Par ailleurs, pour bien les connaître, nous pouvons affirmer que les tunisiens, de quelque milieu ou région qu'ils soient, s'ils sont musulmans, ne sont pas pour autant islamiques [8]. S'ils ont besoin de travail, ils n'ont pas besoin qu'on leur indique le chemin de la mosquée. Les dirigeants d'Ennahda auraient ainsi bien tort de se tromper sur la portée du message qui leur est envoyé, et pourquoi faudrait-il les taxer de stupidité ?

Si l'on y réfléchit, le score sans appel de la constituante peut avoir deux effets :

Tout d'abord, il renforcera évidemment l'influence du leader d'Ennahda, le libérant un peu de la pression de ses extrêmes, mais, paradoxalement, il renforcera sa responsabilité et l'exigence qui lui est faite de répondre au message du peuple. Ce cadeau est à double tranchant : Le parti a su magistralement prendre le pouvoir, mais s'il ne sait pas gouverner, s'il déçoit, il risque de retomber aussi vite qu'il est monté, d'autant que tous les autres, qui ont pris un magistral coup de pied au c..., vont vite s'organiser. Lorsqu'il aura véritablement le pouvoir dans les mains, Ennahda saura-t-il prendre rapidement les bonnes mesures ? Aujourd'hui, personne ne peut le dire.

Par ailleurs, et même si la direction d'Ennahda ne se trompe pas sur la nature du message qui lui est envoyé, il est certain qu'aux extrêmes, les idéologues du parti, eux, le prendront pour argent comptant. Il y aura donc, au sein des instances dirigeantes, un débat enflammé et des fortes tensions entre partisans de l'islamisation et partisans du développement, que Ghannouchi va devoir gérer. Si son pouvoir personnel n'est certainement pas fragilisé par les résultats, il devra malgré tout donner à ses ailes plus radicales un peu de grain à moudre . Il faudra qu'il le trouve.

Que peut-il faire ?

D'abord, il n'a sans doute pas intérêt à aller trop vite. Aujourd'hui, il a toutes les cartes en main, mais il n'a pas les commandes opérationnelles. Il y a un gouvernement provisoire qui assure le quotidien, une élection présidentielle à venir, et une constitution à écrire. Pourquoi Ghannouchi se précipiterait-il pour aller se mettre en responsabilité et prendre les coups tout de suite ? Il peut envoyer son Secrétaire Général comme Premier Ministre [9], mais il peut aussi mettre au gouvernement, pour le moment quelques personnes pour la forme ; il peut, pendant un certain temps, le laisser s'user jusqu'à la corde, prendre les mesures de rigueur impopulaires et nécessaires. Pendant ce temps, il va consolider son image, et faire de la politique : sillonner

la province, les banlieues et les campagnes déshéritées pour dire au peuple qui l'a élu Je vous ai compris . Il va aussi voyager, pour s'employer à rassurer les gouvernements et les investisseurs... et leur mettre aussi le marché en main. Que va-t-il dire aux français ? A peu près ceci : Chers amis, avant les élections, vous m'avez dit Si vous voulez notre soutien, il faut montrer patte blanche , nous donner des garanties sur la modération religieuse de votre régime . Aujourd'hui, je suis élu très largement. C'est moi le patron, et je vous mets à mon tour les cartes en main : Le peuple tunisien s'est exprimé comme il l'entendait, ,il n'y a pas à y revenir. Pour ce qui me concerne, je ne toucherai pas au Code de Statut Personnel, et j'ai l'intention de développer mon pays, qui est stable, et qui est un très bon risque pour tous les investisseurs. C'est tout ce que j'ai à vous dire, et c'est à vous de choisir : voulez-vous travailler ou non avec nous ? Si vous ne le voulez pas, libre à vous, mais nombre d'autres pays le feront. D'ailleurs vos amis américains m'ont déjà dit oui. Et puis, Je n'ai pas besoin de vous pour que viennent vos propres investisseurs. Si vous êtes favorables, ce sera simplement plus facile Que ferons-nous ? Nous dirons OK, bien entendu, en sauvant plus ou moins la face [10].

Sur le plan des affaires, Ghannouchi fera, ni plus ni moins, une politique libérale, sans exclusive. Sur ce plan, c'est clair, le domaine réservé , l'amitié spéciale , toutes les facilités qui ont prévalu sous Bourguiba et sous Ben Ali, c'est fini. Le gouvernement provisoire a d'ailleurs préparé un grand projet de développement, qu'il promeut déjà, auprès des milieux d'affaires, dans de nombreux pays [11]. Ce projet associera le gouvernement tunisien et les milieux d'affaires tunisiens et étrangers sur des projets spécifiques de développement, sous une forme PPP [12]. Cette politique, Ennahda aura à cœur, certainement, de la poursuivre, espérant ainsi résorber, dès que possible, le chômage du pays et en particulier celui des diplômés du supérieur [13].

Par ailleurs, sur le plan politique, il lui faudra solidifier son électorat. Que fera-t-il dans ce domaine ? Une vraie politique sociale, populaire, vis-à-vis des petites gens et des pauvres : subvention, sinon gratuité des transports, dispensaires avec gratuité de certains soins, magasins populaires , avec subvention de certains produits de première nécessité, comme le pain. Réseauter , ficeler les quartiers, en gros tout ce que les partis islamiques savent si bien faire [14]. Le fera-t-il gratuitement ? C'est là qu'on peut s'inquiéter. En effet, s'il paraît certain qu'il ne touchera pas au Code de Statut Personnel, par contre, rien n'empêchera Ennahdade de mettre, par ce biais, une pression amicale sur ses électeurs, pour qu'ils soient de meilleurs musulmans : aller plus souvent à la mosquée, écouter les prêches, se voiler pour les femmes, mieux fréquenter l'école coranique pour les enfants, peut ne pas être obligatoire, mais conseillé , voire fortement conseillé . De plus, les banlieues et les campagnes tunisiennes représenteront certainement, à l'avenir, un nouveau marché de choix pour toutes les associations islamiques plus radicales de l'étranger et en particulier... de France ! Qu'est-ce qui pourra empêcher le futur pouvoir d'aller dans ce sens ? Rien, mis à part son intérêt à conserver un équilibre , issu d'une intuition géniale de Bourguiba, qui est aujourd'hui une sorte de modèle dans le monde musulman. Contre une telle politique, si elle prévaut, qu'y pourront les intellectuels tunisiens et occidentaux, voire les gouvernements étrangers ? Rien, car cela se fera petit à petit, dans les banlieues et les campagnes, insidieusement, en changeant les comportements, mais sans changer les lois.

Sommes-nous assurés pour autant que la Tunisie est sur la voie inéluctable d'une islamisation rampante ? Non plus, car il n'est pas certain, ni qu'Ennahda réussisse son pari de gouvernement, ni que les autres partis (sans oublier les benalistes) le regardent agir sans rien faire, ni qu'il ait véritablement intérêt lui-même à l'islamisation [15]. Ce qui est certain par contre, c'est que la Tunisie avait vécu, jusqu'ici, une sorte d'enfance, de virginité politique. Cette période, la victoire d'Ennahda l'a refermée, pour toujours.

[1] Par exemple : renforcement de l'action associative, renforcement de la transparence, réforme participative des structures de l'administration, facilitation de l'accès à l'information par le public, amélioration de la transparence des procédures de passation des marchés publics, etc...

[2] Il est à ce titre extrêmement intéressant d'analyser sous cet angle l'excellent score du parti Al-Aridha Chaabia, et de son leader, le milliardaire tunisien Hechmi Hamdi. Sans jamais quitter sa résidence de Londres, en se servant uniquement de sa chaîne de TV Al-Mustaquilla , Hechmi Hamdi a raflé 19 sièges, un score exceptionnel, en faisant une campagne très populiste, avec des arguments qui portent : gratuité des soins médicaux et des transports, indemnités de chômage. S'il a ensuite retiré ses listes, si certaines de ses propositions étaient certainement irréalistes, et s'il est sans doute un sous-marin benaliste, son succès montre cependant que l'orientation de son discours, celle de la réponse aux aspirations populaires, était la bonne. Cf : http://www.france24.com/fr/20111028-tunisie-election-constituante-assemblee-al-aridha-chaabia-hamdi-hechm

[3] On parle de forts soutiens venant du Qatar. Ça nous semble parfaitement plausible.

[4] Cf
http://www.ladepeche.fr/article/2011/10/25/1200921-rached-ghannouchi-l-ancien-opposant-islamiste-devenu-f

[5] Ce titre est aussi celui d'un excellent film de la réalisatrice Nadine Labaki, qui raconte précisément l'impasse du communautarisme dans les pays arabes...

[6] Cf article précédent Révolutions arabes : le pire n'est pas sûr , et en particulier la NBP N°7 :
http://www.france5.fr/c-a-dire/index-fr.php?page=emission&id_article=1643

[7] Depuis toujours, la bourgeoisie tunisoise truste l'essentiel du pouvoir économique et politique en Tunisie, sous le Bey, puis sous Bourguiba. Ben Ali avait mis fin à cet état de choses et redistribué un peu le pouvoir. Sa chute a ramené les anciens, pour le bon et pour le mauvais.

[8] Le droit au libre arbitre, que le Code de Statut Personnel promu par Bourguiba a consolidé et renforcé, est consubstantiel à la culture des tunisiens. Ils vivent parfaitement bien, pour le moment du moins, cet équilibre difficile à tenir entre islam, tolérance et laïcité.

[9] C'est l'option qui semble aujourd'hui la plus probable.

[10] Les américains, plus pragmatiques, se sont déjà mis, immédiatement, sur la liste des prétendants au good business . Nous faisons encore quelques manières, pour la forme. Ça ne durera pas... Cf
http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie-gordon-gray-accorde-un-prejuge-favorable-au-prochain-gouvernement/id

[11] La Stratégie de Développement Economique et Social ou Plan Jasmin . Le Ministre des Finances du Gouvernement Provisoire, Mr Jaloul Ayed, viendra le présenter à Paris le 8/11, à l'occasion d'une conférence à l'Association HEC, organisée à l'initiative de l'auteur de cet article.

[12] Partenariats Public-Privé

[13] Taux de chômage national : 13%. Dans les régions de l'intérieur : 18%. Chez les diplômés du supérieur : entre 31 et 48% selon les régions, avec une moyenne de 23% ! Là est la bombe à retardement qui a fait tomber Ben Ali.

[14] Cela coûtera au pays, bien entendu, mais ce sera, nous semble-t-il, incontournable, parce que c'est la survie politique du parti au pouvoir qui sera en jeu.

[15] Paradoxalement, c'est la crainte d'ouvrir une boîte de Pandore où se précipiteraient les associations étrangères les plus radicales, en débordant le parti au pouvoir, qui risque de faire reculer Ennahda dans ses projets d'islamisation, même rampante. Après tout, l'équilibre d'aujourd'hui, construit et maintenu par ses prédécesseurs, est une sorte de miracle dans le monde musulman. Pourquoi diable faudrait-il le détruire, et allumer des bombes à retardement contre soi-même ? De plus, un des points importants dans le Plan Jasmin (cf NBP N°11) concerne L'Initiative Nationale pour le développement Industriel et Technologique , un

véritable défi national, consistant à *créer en Tunisie une culture de l'innovation* et à en élever très fortement le niveau. Ceci est absolument stratégique, car c'est une des clefs pour résorber en particulier la plaie du chômage des diplômés du supérieur. Or il y a évidemment une contradiction entre une politique de réislamisation d'une part (dans le sens où Islam veut dire conformité), et une volonté de transformer la société tunisienne en la rendant culturellement plus innovante (dans le sens où innovation veut d'abord dire questionnement). Ceci n'échappera certainement pas au nouveau pouvoir.

Photo : Rached Ghannouchi, président du parti Ennahda, lors d'une conférence de presse © Wikimédia Commons/ Parti Mouvement Ennahdha/ licence Creative Commons Paternité – Partage des conditions initiales à l'identique 2.0 générique

***